



Près de deux tiers des citoyens sont intéressés par l'élection européenne, malgré une faible connaissance des candidats et des institutions, selon un sondage Kantar-Onepoint publié en exclusivité.

Il place le Rassemblement national en tête des intentions de vote, à 23 %, devançant la liste LREM, à 20 %.

Quatre personnalités, invitées au débat sur l'Europe organisé par « La Croix » ce soir au Collège des Bernardins, décrivent les défis qui attendent l'Union européenne.

# Elections européennes, ce qui motive le vote des Français

— Selon une enquête Kantar-Onepoint dévoilée dans *La Croix*, près de deux tiers des citoyens se disent intéressés par l'élection européenne du 26 mai, malgré une très faible connaissance des institutions et des acteurs.

— Les niveaux de lecture du scrutin se télescopent et se répondent entre ceux qui voteront pour des enjeux strictement nationaux, et ceux qui ont intégré la dimension européenne à leur réflexion.

C'est le rêve de tout candidat à l'élection européenne du 26 mai prochain : savoir, au-delà des logiques partisanes et des intentions de vote, ce que les électeurs auront en tête en se déplaçant aux urnes, et en fonction de quoi ils vont glisser ce bulletin-là plutôt qu'un autre.

Sans aller jusqu'à ce niveau de divination, le centre Kantar sur le futur de l'Europe, né des critiques adressées aux instituts de sondages qui n'avaient pas anticipé le vote pour le Brexit lors du référendum du 23 juin 2016, se donne pour mission de mieux cerner ce mystère.

Un sondage Kantar/Onepoint conçu en partenariat avec *La Croix* (1) offre ainsi une perspective inédite sur les déterminants du vote. S'agit-il de faire barrage au Rassemblement national ? De voter pour ou contre l'Europe ? De pénaliser le parti présidentiel, ou de réagir au mouvement des gilets jaunes ? Toutes ces questions traversent ensemble la tête des électeurs, mus par des motivations plus imbriquées que jamais.

## L'intérêt est là, mais les connaissances pèchent

Les Français sont tout d'abord loin d'être indifférents à l'Europe. 63 % d'entre eux trouvent un intérêt au scrutin, avec la prescience qu'il sera déterminant pour l'avenir. Ils n'étaient que 56 % en 2014 lors d'un sondage analogue, ce qui dénote un potentiel de participation plus élevé.

« Les Français sont convaincus qu'il y a un enjeu derrière tout cela, que ce qui se joue est important, malgré la méconnaissance notable du Parlement européen, des candidats en présence, et une certaine ambiguïté sur ce dont il est vraiment question dans ce vote », confirme Emmanuel Rivière, directeur général de la Division Public de Kantar en France. En effet, 62 % des personnes interrogées pensent que le scrutin peut changer quelque chose pour l'Europe, tandis que 56 % estiment que l'élection aura un impact sur la situation en France. Les Français pensent que leur vote pourra donner une inflexion sur la politique européenne d'économie et la croissance (58 %) de même que dans les domaines de l'environnement, des migrations et du fonctionnement des institutions (56 %). Cependant,

les personnalités qui comptent sur la scène politique européenne demeurent d'illustres inconnus. Que penser du Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, actuel président de la Commission européenne ? 57 % restent sans opinion ou ne le connaissent pas.

Que dire du président du Conseil européen, le Polonais Donald Tusk ? 81 % des Français restent cois. Le pire niveau de notoriété revient aux deux principaux leaders en lice pour prendre la tête de l'exécutif européen. Le social-démocrate néerlandais Frans Timmermans reste un quidam dans 91 % des cas, tandis que le candidat de droite, le Bavarois Manfred Weber, n'est pas identifié par 92 % des répondants. Rien d'étonnant quand on sait que seuls 36 % des électeurs identifient clairement

l'existence de groupes politiques au Parlement européen. On comprend qu'une part d'entre eux s'estiment en carence d'information tout à la fois sur le bilan global de l'UE (38 %), les programmes européens des partis français (35 %), mais aussi sur le rôle et le pouvoir du Parlement européen (26 %).

Ce manque de maîtrise explique sans doute que le niveau de participation, estimé à 43 %, ne décolle pas par rapport aux scrutins de 2014 (42 %), de 2009 (41 %) ou de 2004 (43 %), bien loin de la première participation, en 1979, qui mobilisa à l'époque 61 % des électeurs.

## Les ingrédients qui poussent au vote

Quelles seront plus précisément les motivations des électeurs au moment de glisser leur bulletin dans l'urne ? Et transformeront-ils ce vote en référendum pour ou contre la politique d'Emmanuel Macron ? Pas seulement. 60 % des Français interrogés déclarent en effet tenir compte, dans leur vote, des enjeux nationaux mais également des questions européennes. Et parmi les plus assurés d'aller voter, ceux qui se décideront uniquement sur les questions européennes (30 %) sont deux fois plus nombreux que ceux qui prendront exclusivement en compte les questions nationales (15 %).

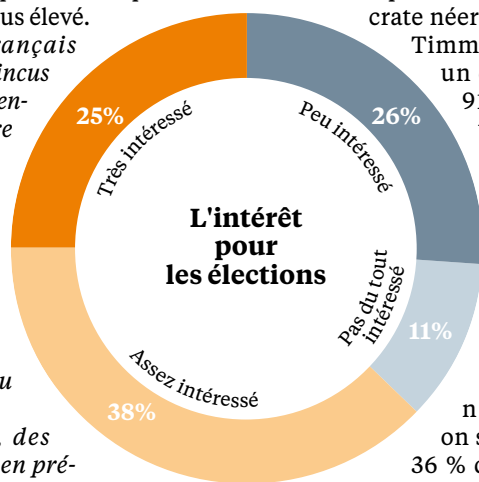
Le sens que ces électeurs donnent à leur vote est d'ailleurs assez clair : ils sont plutôt pour l'appartenance de la France à l'Union européenne (53 %) et contre la politique qu'elle mène actuellement (42 %). Sur le plan national, 45 % d'entre eux envisagent de voter « contre la politique d'Emmanuel Macron et de son gouvernement ». Seuls 22 % disent soutenir l'actuelle majorité.

La prise en compte des enjeux communautaires n'estompe donc en rien la dimension nationale de ce scrutin. Étonnamment, la mobilisation des gilets jaunes n'est pas l'événement qui affecte le plus leur choix : 38 % des sondés en tiendront compte le 26 mai (autant que ceux qui prendront en compte le Brexit). Le grand débat national ainsi que les décisions annoncées par l'exécutif pèseront finalement davantage (42 %), avec une assurance

d'aller voter plus forte (48 %) que ceux qui gardent en tête le mouvement de contestation qui l'a précédé. « Ceux qui ont joué le jeu de la participation au grand débat national ont logiquement une plus grande confiance dans les institutions et la participation civique », explique Emmanuel Rivière, qui note toutefois que le mouvement des gilets jaunes n'est pas tant porteur de la démobilisation que cela. « Ceux dont on aurait pu penser qu'ils n'espèrent pas se faire entendre autrement que par la rue vont aussi s'exprimer par les urnes », souligne-t-il. De ces six derniers mois, les futurs électeurs retiennent en tout cas moins la contestation sociale que les manifestations des jeunes pour le climat (53 % en tiendront compte), la situation des réfugiés en Méditerranée (47 %).

**De ces six derniers mois, les futurs électeurs retiennent en tout cas moins la contestation sociale que les manifestations des jeunes pour le climat.**

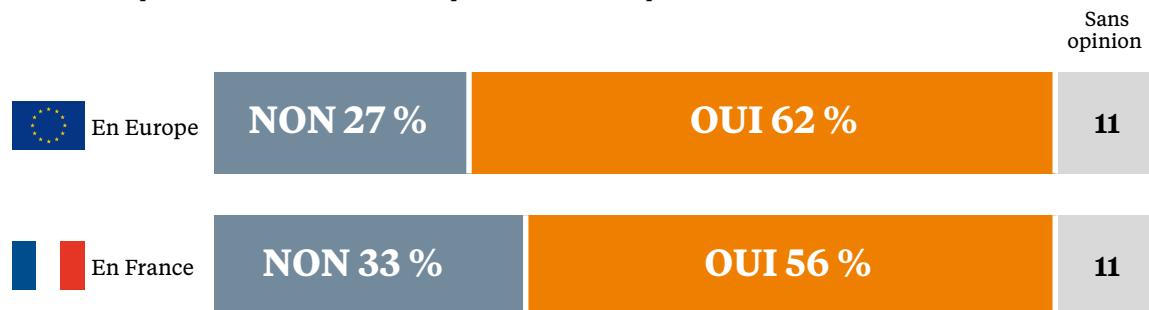
Ces préoccupations recourent les défis que l'Union européenne devra, selon eux, relever « en priorité » au cours des cinq prochaines années : l'immigration (51 % des Français certains d'aller voter l'identifient comme un défi prioritaire), la protection de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique (40 %) et l'emploi et le chômage (27 %). ●●●





## L'impact du résultat des élections européennes

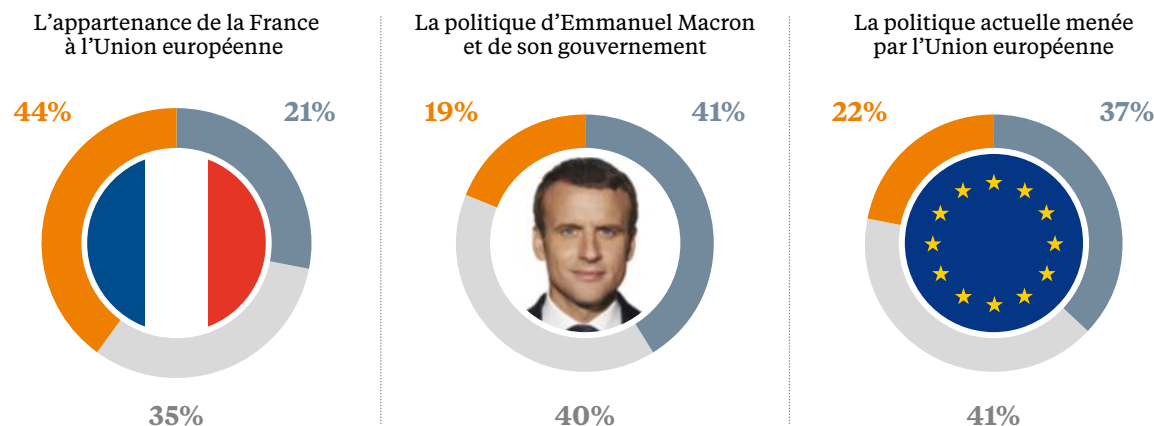
Pensez-vous que le résultat des élections européennes aura un impact sur la situation...



## Les déterminants du vote

Au moment de voter lors des élections européennes du 26 mai prochain, est-ce que votre vote sera un vote pour ou contre...

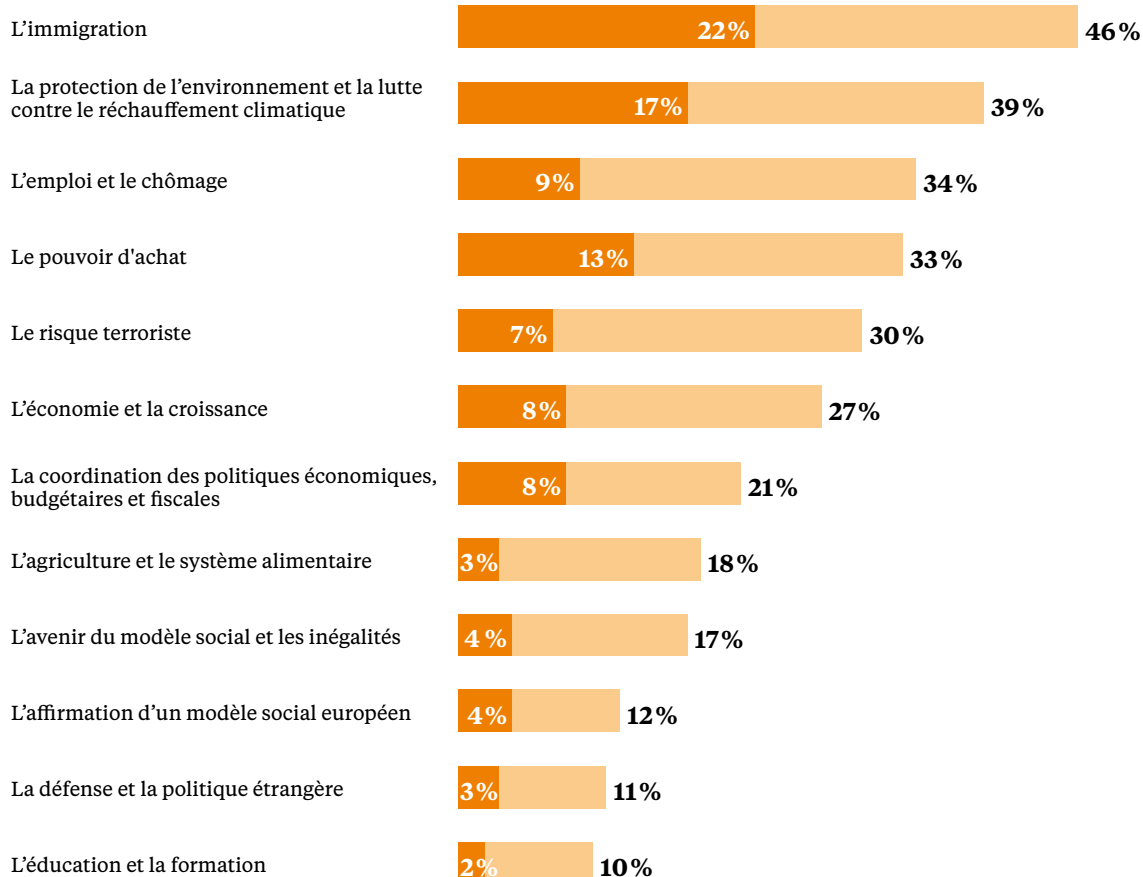
■ Pour ■ Contre ■ Ni l'un, ni l'autre



## Les défis de l'Union européenne

Quels sont les 3 principaux défis que l'Union européenne devra relever au cours des cinq prochaines années ?

■ En premier choix ■ Total des réponses citées



Enquête réalisée par Kantar et Onepoint pour La Croix auprès d'un échantillon de 2010 personnes représentatif de la population française, inscrite sur les listes électorales âgées de 18 ans et plus. Photo: Soazig de la Moissonnière.

## repères

### Les élections en 3 questions

#### Quand les Européens vont-ils voter ?

Le scrutin aura lieu du 23 au 26 mai 2019. Les Britanniques, pris dans les attermoissements du Brexit, ouvriront le bal le 23 mai en même temps que les Pays-Bas. Suivent l'Irlande le 24, la République tchèque les 24 et 25 mai, Malte, la Slovaquie et la Lettonie le 25 mai. Tous les autres pays (dont la France) voteront le 26 mai.

#### À quel moment connaîtra-t-on les résultats ?

Les pays qui votent avant le

26 mai ont l'interdiction de dévoiler leurs résultats nationaux à l'avance, pour ne pas influencer les autres.

De premiers résultats partiels, dont ceux de la France, seront connus dès le dimanche 26 à 20 heures. Ils seront complétés à minuit par les résultats des pays qui votent tard (les bureaux de vote italiens ferment à 23 heures).

#### À partir de quand l'Union européenne reprendra-t-elle son activité ?

Les 751 députés élus siégeront pour la première fois de la mandature le 2 juillet 2019. La Commission européenne, indirectement issue du vote, sera élue lors de la session plénière d'octobre 2019.

●●● La politique extérieure de l'UE, « notamment concernant ses relations avec la Chine, la Russie ou les États-Unis », est le domaine dans lequel les Français pensent que la composition du futur Parlement aura le plus d'impact (56 %), juste devant la politique agricole commune (54 %) et la politique énergétique (53 %). Les différents partis français ont bien anticipé cette attente première. Tous appellent de leurs vœux un nouveau protectionnisme pour restreindre l'accès au marché commun à des entreprises étrangères ne respectant pas nos normes sociales, environnementales...

La conscience d'une guerre commerciale à mener à l'échelle européenne semble aussi partagée. Tout comme la nécessité de réaliser la transition énergétique. En la matière, les programmes rivalisent de propositions pour la financer à grande échelle : plan d'investissement, création d'une « banque pour le climat », réorientation des aides de la PAC vers l'agriculture biologique... Les programmes des différents candidats n'ont pas non plus oublié que l'immigration restait l'une des préoccupations premières des Français. Comme la droite et l'extrême droite, la liste de la majorité appelle à « faire respecter nos valeurs et nos frontières ». Les Républicains, plus directs encore, en appellent à une « Europe frontalière, qui arrête enfin l'immigration de masse, (et) nous défend(e) face au terrorisme islamiste ».

## — Les Français, ces Européens pas comme les autres

Enfin, concernant la vie politique européenne elle-même, la logique du Parlement est mal comprise en France, régime présidentiel où les groupes n'ont pas l'habitude de collaborer, comme dans la majorité des pays de l'UE. Aussi les Français jettent-ils un re-

gard contrasté sur l'actuel duopole unissant la droite du Parti populaire européen (PPE) et les sociaux-démocrates du parti S & D. Parmi les sondés, 52 % estiment que cette coalition trahit le choix des électeurs, tandis que 48 % estiment qu'elle a permis de « faire avancer les projets européens en favorisant la recherche de compromis ».

**66 % des Français envisagent le scrutin comme un duel entre pro-Européens et eurosceptiques, 58 % y voient un bras de fer entre progressistes et nationalistes.**

La dialectique droite gauche n'est pas la seule sur laquelle s'articulent diverses visions de l'Europe ; 66 % des Français envisagent le scrutin comme un duel entre pro-Européens et eurosceptiques, 58 % y voient un bras de fer entre progressistes et nationalistes, et 56 % pensent qu'il s'agira d'un affrontement entre patriotes et mondialistes. Ces nouveaux regards sur la politique, toutefois, ne permettent pas de clarifier le choix des électeurs : seuls 45 % d'entre eux ont fixé leur choix, tandis que 52 % restent indécis à divers degrés. Aux candidats des 34 listes françaises, dans la dernière ligne droite des élections, d'aller puiser dans cet important réservoir de voix disponibles.

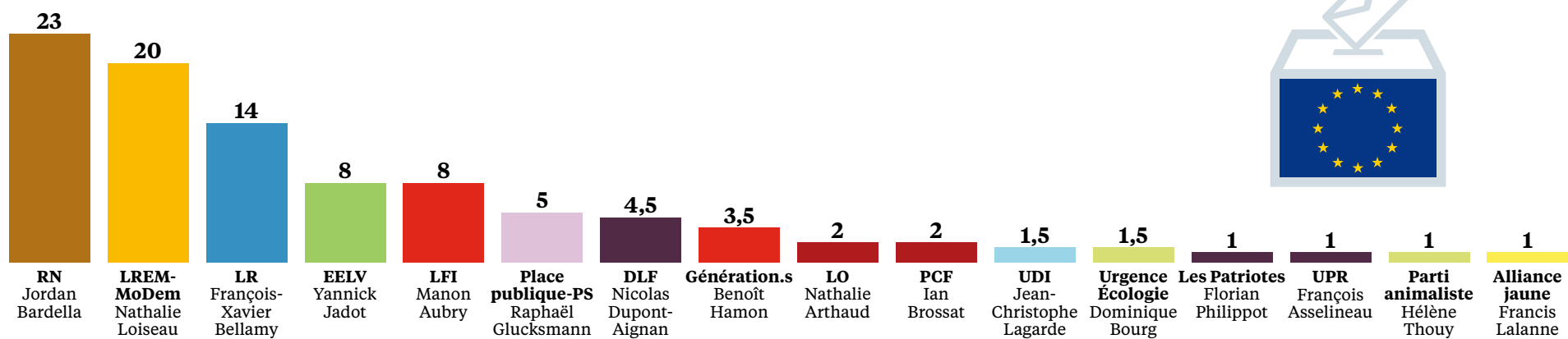
**Mikael Corre et Jean-Baptiste François**

(1) Enquête réalisée en ligne auprès d'un échantillon de 2010 personnes, représentatif de la population française inscrite sur les listes électorales, âgées de 18 ans et plus, du 6 au 8 mai 2019.

Lire la suite page 4

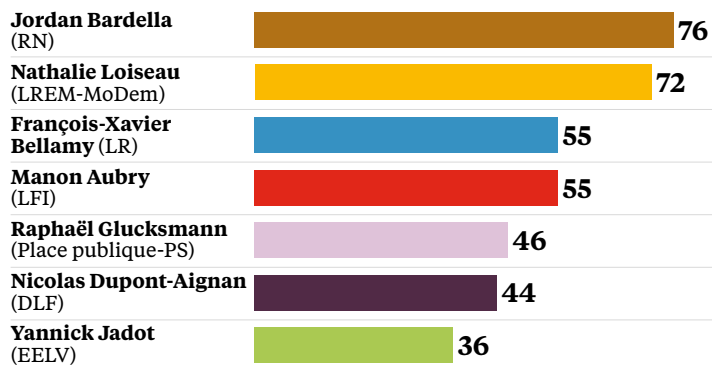


## Les intentions de vote\*



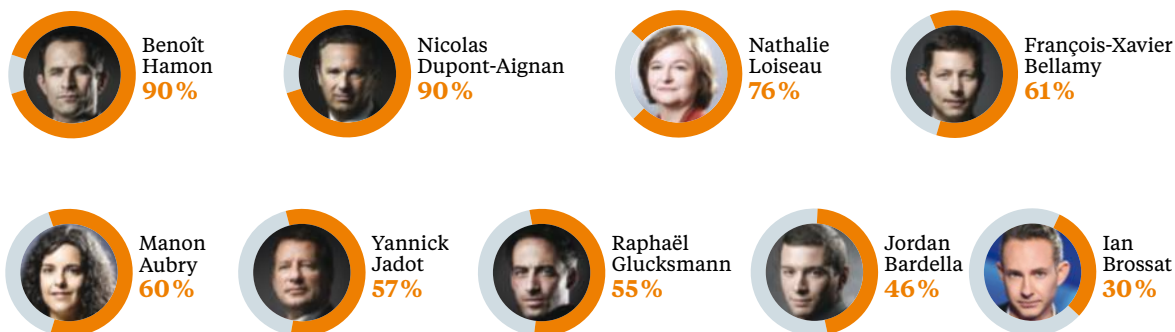
### La sûreté du choix

(La personne sondée est sûre de son choix)



### La notoriété des principales têtes de liste

● Connaît cette personnalité



\* 17 autres listes regroupent 3 % des intentions de vote et 16 % des répondants n'ont pas exprimé de choix. Photos: AFP.

Enquête réalisée par Kantar et Onepoint pour La Croix auprès d'un échantillon de 2010 personnes représentatif de la population française, inscrite sur les listes électorales, âgée de 18 ans et plus.

VISACTU pour LA CROIX

# Le Rassemblement national fait la course en tête

— La faible notoriété de plusieurs têtes de liste ne constitue pas un handicap dans un scrutin dominé par l'affrontement entre l'extrême droite lepéniste et le centre macroniste.

Le résultat des élections européennes est encore entre les mains des Français: le 26 mai, c'est l'addition du choix individuel de chaque citoyen qui dessinera le visage des représentants de la France au Parlement européen. En attendant, les sondages donnent une photographie des intentions de vote.

Celui réalisé par Kantar-Onepoint pour *La Croix* place le Rassemblement national en tête, à 23 %, devançant la liste de la majorité, à 20 %. L'extrême droite lepéniste ne profite pourtant pas du mouvement contestataire des gilets jaunes, puisqu'elle stagne dans l'étiage des européennes de 2014 (25 %) et de la présidentielle de 2017 (21,5 %).

La faible notoriété de Jordan Bardella – 54 % des personnes interrogées ne le connaissent pas – est compensée par la fidélité et la solidité de son électorat: 77 % des anciens électeurs de Marine Le Pen veulent voter pour la liste

où elle figure symboliquement en soixante-dix-huitième place, 76 % des répondants se disent sûrs de leur choix.

Nathalie Loiseau, qui avait déclaré sa candidature à l'occasion d'une confrontation télévisée avec la présidente du Rassemblement national, n'a donc pour l'instant pas réussi son pari: détrôner l'extrême droite de la première position qu'elle avait occupée au dernier scrutin européen. Les intentions de vote en sa faveur ne décrochent malgré tout pas significativement du score d'Emmanuel Macron au premier tour de la présidentielle (24 %). La centriste bénéficie également d'un électorat relativement solide: 56 % des répondants se disent sûrs de leur

choix. Peu connue lorsqu'elle était ministre des affaires européennes, Nathalie Loiseau est en outre identifiée par 76 % des personnes interrogées.

Ces deux forces politiques partagent une stratégie commune: réduire le débat à une alternative binaire, « progressistes » contre « nationalistes » pour Emmanuel Macron, « mondialistes » contre « patriotes » pour Marine Le Pen. Seul François-Xavier Bellamy (Les Républicains) parvient, dans ce contexte, à récolter un score à deux chiffres, à 14 %. Un résultat obtenu essentiellement grâce à un socle âgé: jusqu'à 24 % des personnes âgées de 65 ans et plus le choisissent, même si 29 % d'entre elles préfèrent la liste macroniste.

## Une campagne officielle jugée inégale

**L'ordre de passage des spots officiels de campagne diffusés sur l'audiovisuel public a été arrêté par le CSA. Leur durée va de 55 minutes et 53 secondes (Nathalie Loiseau) à 3 minutes et 33 secondes. Celle-ci a été fixée en fonction de plusieurs critères: score aux dernières européennes et aux élections récentes, sondages, contribution à l'animation du débat électoral. Ces critères sont contestés par plusieurs listes au nom de l'égalité des candidats.**

## L'extrême droite lepéniste ne profite pourtant pas du mouvement contestataire des gilets jaunes.

La quatrième place est très disputée entre Manon Aubry (La France insoumise) et Yannick Jadot (Europe Écologie-Les Verts), à égalité dans le sondage Kantar-Onepoint pour *La Croix*. Ceux qui citent la première sont cependant davantage sûrs de leur choix (55 % contre 36 %). Les électeurs de gauche antilibérale et écologiste semblent chercher leur voie depuis plusieurs années: Jean-Luc Mélenchon (19,5 %) et Benoît Hamon (6,5 %) à la présidentielle de 2017; Manon Aubry (8 % des intentions de vote), Yannick Jadot (8 %), Raphaël Glucksmann (5 %) et Benoît Hamon (3,5 %) dans la perspective du prochain scrutin.

Raphaël Glucksmann (Place publique-PS) et Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France) tournent autour de 5 %, l'un au-dessus et l'autre au-dessous de

ce seuil, mais tous les deux dans la marge d'erreur d'un sondage. Le second profite, comme Benoît Hamon, d'une forte notoriété issue de leur ancienneté en politique et de leur candidature à la présidentielle de 2017: 90 % des Français les connaissent.

Une notoriété qui ne se traduit pas directement en intentions de vote, les enquêtés estimant que le renouvellement des têtes de liste – incarné par Bardella, Loiseau, Bellamy, Aubry ou Glucksmann – permet au contraire d'apporter des idées nouvelles (77 %), voire d'encourager la participation électorale (71 %). Peu d'entre eux craignent que cela fasse perdre du poids à la France au sein des institutions européennes (25 %) ou que leur moindre expérience soit une mauvaise chose (38 %).

Emmanuel Rivière, directeur général de la Division Public de Kantar en France, relativise toutefois cet engouement: « En théorie, les électeurs apprécient de découvrir de nouveaux visages en politique, mais le fait que les candidats soient majoritairement inconnus donne l'impression d'une élection de seconde zone où les vedettes de la politique n'ont pas voulu se présenter. »

**Laurent de Boissieu avec Mikael Corre**



# Quels défis pour l'Europe?

« La Croix » organise ce soir un débat au Collège des Bernardins, à Paris, sur le thème « Quels défis pour l'Europe? » Les intervenants, Cécile Duflot, Véronique Fayet, Alain Lamassoure et Marie de Saint-Cheron résument ici leurs attentes envers l'Union européenne.

## Surmonter nos tensions internes

« L'Europe ne fait plus rêver » est le lamento favori des discours politiques, dont les auteurs précisent, avant ou après, qu'ils sont pourtant des « Européens convaincus ».

Pourquoi s'en étonner? S'il y a eu un vrai rêve européen, c'était une folle utopie: la réconciliation entre nos peuples. Or, c'est fait. C'est un miracle, au sens le plus mystérieux et le plus religieux du mot. Pendant des siècles, nous nous sommes considérés comme entourés d'ennemis héréditaires, tous nos penseurs ont écrit que la guerre était inhérente à la condition humaine, toutes les femmes ont eu à pleurer la mort du mari ou d'un fils. Et aujourd'hui, la guerre est devenue inimaginable. Pire: ringardisée.



**Alain Lamassoure,**  
député européen  
(PPE)

(J. Demarthon/AFP)

Oui, c'est un miracle, fruit du projet européen: soixante-dix ans à bâtir ensemble un espace de paix et de liberté, sans précédent et sans équivalent dans le monde.

Or, voilà reparaître le visage hideux de la haine.

Non plus entre nos pays, mais à l'intérieur de chacun d'eux. Dans cette Europe de nations unies, toutes semblent frappées d'un même mal-être existentiel. Il n'y a pas que l'Italie, la Pologne et la Hongrie. Des partis extrémistes sont au pouvoir dans sept des vingt-sept pays. Et en Espagne, en Allemagne, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, comme en France, l'unité profonde de la communauté nationale est soumise à rude épreuve. Et tous de gémir: « L'Europe est malade »!

L'Europe ne fait plus rêver, mais au fait, lequel de nos pays fait rêver ses propres citoyens? Lequel a un projet collectif national conjugué au futur – et non, comme à droite, au passé recomposé ou, comme à gauche, au futur antérieur? Lequel peut se passer d'un bouc émissaire à haïr, dans l'espoir très ambigu de retrouver une pureté nationale, religieuse, idéologique ou culturelle? Trop souvent, la défense de l'identité chrétienne est brandie pour mieux justifier le viol des valeurs de l'Évangile.

La leçon de la construction européenne, c'est que la réconciliation ne vient pas d'un rêve, mais d'un projet commun. Que chaque pays se dote donc d'un vrai projet national pour surmonter ses tensions internes, et qu'il apporte sa pierre au projet européen commun dont a besoin le XXI<sup>e</sup> siècle!

## Veiller sur notre « Maison commune »

Le 10 mai, l'Europe a atteint le « jour du dépassement »: si le monde entier vivait comme les Européens, nous aurions déjà consommé l'ensemble des ressources naturelles que la planète peut renouveler en un an. Autrement dit, nous vivons à crédit. Le déficit écologique frôle chaque année les 200 %... de quoi faire pâler les tenants du 3 %! Derrière les chiffres, c'est la beauté de la Création que l'on défigure, ce sont des sols, des rivières, des mers que l'on pollue, que l'on épuise et qui deviennent impropres à la vie. Des milliers d'espèces disparaissent sur lesquelles nous n'avons pourtant aucun droit; des millions d'êtres humains vulnérables sont contraints de fuir leurs terres.

« Déjà les limites maximales d'exploitation de la planète ont été dépassées, sans que nous ayons résolu le problème de la pauvreté »,

résume le pape François dans *Laudato si'*. Car à côté de la dette écologique, c'est une dette sociale que nous creusons à l'égard des plus pauvres; 117 des 500 millions d'Européens sont aujourd'hui touchés ou menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale. Un chiffre tristement stable, alors qu'en 2009 l'Union européenne s'était donné

pour objectif de le réduire de 20 millions à l'horizon 2020. Pire, le nombre de personnes sans abri a augmenté de 70 % en dix ans.

Bien plus encore qu'aux équilibres budgétaires, c'est au respect des limites écologiques et du socle des droits sociaux, récemment adopté, que les institutions européennes doivent veiller. Le temps presse: à en croire les scientifiques, il nous reste dix ans pour



**Véronique Fayet,**  
présidente  
du Secours  
catholique-  
Caritas France

(M. Alexandre/AFP)

agir sur le front du climat. Tenir ce cap suppose de reprendre le gouvernail de la finance. L'Europe a

su mobiliser 2 000 milliards d'euros pour éviter aux banques la faillite. Combien en mobilisera-t-elle pour éviter la faillite écologique et sociale, pour sortir 50 millions de citoyens de la précarité énergétique, pour investir dans l'accès à une alimentation et à des moyens de transport durables, dans la conversion professionnelle et territoriale des secteurs les plus polluants?

Faire de l'Union européenne la gardienne de notre Maison commune et des conditions de vie dignes pour chacun de ses habitants, voilà un horizon mobilisateur!

## Lutter pour le climat

Lutte contre les changements climatiques, crise mondiale des inégalités, enjeux migratoires: sur chacune de ces questions, l'Union européenne est une force politique majeure. Elle peut être porteuse des changements qui s'imposent aujourd'hui, dans l'intérêt de tous et non d'une minorité privilégiée.

La lutte contre les changements climatiques est l'affaire de notre siècle. Elle arrive en tête des priorités des Français pour ces élections européennes. Les générations climat se lèvent, se mettent en grève, interpellent parents et responsables politiques, car c'est leur avenir qui s'envole sous ses yeux.

L'Union européenne a toutes les cartes en main pour faire front et amorcer, concrètement et fortement, la transition aujourd'hui indispensable et trop longtemps retardée. Cela commence en introduisant et en encourageant des politiques conformes à l'objectif de l'accord de Paris de 1,5 °C. Cela demande également des financements pour soutenir l'adaptation des pays les plus vulnérables



**Cécile Duflot,**  
directrice  
générale  
d'Oxfam France

(Éric Piermont/AFP)

aux conséquences des changements climatiques. Car ces phénomènes ne connaissent pas de frontières, et leur impact est mondial.

Financer la lutte contre les changements climatiques est à portée de main, seule manque la volonté politique d'agir. Une taxe sur les transactions financières, au niveau européen, pourrait rapporter au moins 22 milliards d'euros. Mais les négociations restent bloquées par le lobby des acteurs financiers.

La lutte contre l'évasion fiscale est un moyen formidable de réorienter des centaines de milliards vers les services publics et la transition écologique. Ce combat passe notamment par la création d'une véritable liste noire des paradis fiscaux et la mise en place d'un reporting public, pays par pays, gage de transparence des activités des multinationales. Là encore, l'Europe est à l'arrêt.

La justice fiscale et climatique doit être le socle des politiques européennes du prochain Parlement afin de répondre aux enjeux de notre siècle.

## Soutenir l'industrie

L'industrie représente plus de 70 millions d'emplois directs et indirects dans l'Union européenne et assure 83 % de ses exportations.

Elle contribue largement au financement de la protection sociale et porte les valeurs européennes dans le monde. Si elle occupe encore

des positions de leader dans des secteurs comme l'aéronautique, la chimie, la santé ou l'énergie, sa part dans le PIB n'a cessé de baisser depuis vingt ans. Aujourd'hui, seules cinq des cent premières entreprises mondiales sont européennes.

Une politique industrielle ambitieuse et déterminée est donc une priorité et une urgence pour l'Europe. Et l'Union dispose de plusieurs leviers pour agir. Le programme de recherche Horizon Europe, pour la période 2021-2027, doit être doté d'un budget ambitieux et garantir une protection solide de la propriété intellectuelle.

Les acteurs européens doivent être plus efficacement défendus dans la guerre commerciale qui



**Marie de Saint-Cheron,**  
directrice  
des affaires  
européennes  
de Safran

(T. Mamberti/Safran)

se déploie: mesures anti-dumping et anti-subsidies, réciprocité dans les accords bilatéraux – notamment dans l'accès aux marchés publics –, mise en œuvre rapide du nouveau mécanisme de surveillance des investissements étrangers.

La politique de concurrence doit intégrer la dimension mondiale des marchés et correctement apprécier les soutiens publics nationaux dont bénéficient les entreprises étrangères.

Enfin, les secteurs garants de l'indépendance technologique ou de la souveraineté de l'Union doivent être mieux soutenus, notamment par la confirmation d'une préférence européenne dans des domaines comme celui des lanceurs spatiaux. Quant au projet de Fonds européen de défense, doté de 13 milliards d'euros, il ne sera efficace que s'il reste dédié à la base industrielle et technologique européenne.

Face à l'ampleur des défis auxquels elle doit faire face, l'industrie européenne a besoin de plus d'Europe.